

Après l'été de tous les dangers, voici possiblement venir le temps de la disette.

Au nom d'Action Praticiens Hôpital, je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui ont permis à l'hôpital et au système de santé de tenir cet été après plus de trente mois d'une crise sanitaire sans précédent.

Nous dénonçons depuis de très nombreuses années le manque de personnels soignants et de praticiens pour faire simplement notre métier de soins. *A fortiori* pour faire face à une situation sanitaire exceptionnelle qui perdure dans le temps. Notre résilience est à bout, nous sommes aujourd'hui éreintés et nous cherchons toutes et tous comment agir pour sauver notre système de santé à la française et garantir à nos concitoyens un juste accès à

des soins de qualité et en toute sécurité sur l'ensemble du territoire. Les conséquences de la loi HPST, avec le principe d'un seul maître à bord et de cette course effrénée à l'activité coûte que coûte, ont montré leurs limites. La politique de santé menée par la France depuis plusieurs décennies est un échec sans précédent. Le pouvoir vivre en bonne santé dans notre pays n'est plus garanti.

Les déserts médicaux se répandent et la qualité de soins s'effondre. L'espoir généré par une gouvernance nouvelle lors de la première vague COVID s'est envolé avec les promesses du Ségur...

Au début de l'été, la mission Braun a formulé des mesures estivales pour que l'accueil en urgence de nos concitoyens soit le plus « sécuritaire » possible. APH a indiqué que ces mesures oublièrent d'intégrer le reste du fonctionnement de l'hôpital au-delà des urgences. Cet été, les fermetures de lits dans un hôpital déjà exsangue se sont poursuivies par manque de personnels. Nous observons une augmentation de la mortalité sur l'été que les professionnels de la statistique imputent à la canicule. Considérant le nombre de patients qui ont passé des jours entiers sur des brancards aux urgences cet été, nous savons que ces situations intolérables ont eu un effet très négatif sur la morbi-mortalité des patients que nous avons pris en charge sur cette période. Les mesures flash ont eu un impact sur l'amont des urgences, mais l'aval et le reste de l'hôpital en souffrance ont été occultés avec des conséquences mortifères. Au travers des enquêtes d'APH, de Samu-Urgences de France et du SPH vous pourrez vous faire votre propre opinion sur le ressenti des praticiens et l'im-

SOMMAIRE

ENQUÊTES

Les propositions d'APH	4
ENQUÊTE NUITS BLANCHES : LES RÉSULTATS PAR SPÉCIALITÉ...	
Biologistes médicaux	6
Gynéco-obstétriciens.....	7
Pharmaciens	8
Anesthésistes-réanimateurs	9
Pédiatres et chirurgies pédiatriques	10

ENQUÊTE SUDF

Répercussions des recommandations de la mission flash : les 2 enquêtes de l'été de SUDF	11
---	----

ENQUÊTES SPH

Fermeture des lits et mesures « flash »... la psychiatrie publique aussi... ..	17
--	----

ENQUÊTE CNP BIOLOGIE

...sur l'accréditation des laboratoires	19
---	----

INTERVIEW

Marc Noizet, le nouveau président de Samu-Urgences de France.....	20
---	----

ACTUALITÉ

Le ministre de la Santé et de la Prévention à l'écoute d'APH..	23
--	----

RÉFLEXION

Défense et illustration de l'ère numérique	24
--	----

OSAT

Bilan 2021 de l'Observatoire de la Souffrance Au Travail d'APH (OSAT)	26
---	----

PETITES ANNONCES.....	28
-----------------------	----

ISSN : 2678-3606

DIRECTEUR DE PUBLICATION : CHRISTIANE MURA

RÉDACTEUR EN CHEF : JEAN-FRANÇOIS CIBIEN

COORDONNATEUR DE LA RÉDACTION : RICHARD TORRIELLI

COMITÉ DE RÉDACTION : ÉRIC BRANGER, EMMANUEL CIXOUS, FLORENCE COMPAGNON, MARIE-JOSÉ CORTÈS, ANNE DAVID-BRÉARD, DELPHINE GLACHANT, ERIC GUIHENEUF, YVES HATCHUEL, MARC NOIZET, ÉRIC LE BIHAN, PASCALE LE PORS, JEAN-MARIE LELEU, SALEM OULD-ZEIN, XAVIER PALETTE, CAROLE POUPON, YVES RÉBUFAT, ANNE WERNET, JACQUES YGUEL

ÉDITEUR : EKTOPIC

EKTOPIC@EKTOPIC.COM

PETITES ANNONCES : K. TABTAB

K.TABTAB@RESEAUROSANTE.FR

IMPRESSION : IMPRIMATUR



pact des mesures sur les fermetures de services d'urgences et de Smur cet été.

les services d'accueil des urgences sont à la fois une vitrine et un prisme révélateur de l'état du système de santé, mais il faut savoir aussi que de grandes difficultés ont surgi en pédiatrie, en néonatalogie, en obstétrique, en gériatrie, en chirurgie... avec de nombreux services fermés et un accès aux soins de qualité qui n'était plus garanti sur le territoire.

APH a été reçu par notre nouveau ministre de la Santé et de la Prévention cet été, lors d'un entretien qui nous a permis de lister nos attentes et nos revendications non négociables.

Le ministre avait indiqué que le coût de l'intérim pouvait atteindre 5 000 € pour une garde. La lutte contre l'intérim deviendrait une priorité nationale quand les problèmes sont ailleurs. APH continuera à se battre pour l'attractivité de l'hôpital et pour les carrières hospitalières, que ce soit pour nos collègues soignants non médecins et pour vous, praticiens hospitaliers. À ce titre, nous exigeons sans relâche la reprise immédiate des quatre années d'ancienneté perdues par les praticiens nommés avant octobre 2020 et qui n'ont bénéficié que partiellement des mesures Ségur. L'attractivité, c'est aussi une gouvernance réfléchie, bienveillante qui se doit d'être en rupture avec les

injonctions paradoxales incessantes, les petits arrangements politiques.

La santé a un coût, mais elle n'a pas de prix. Votre bien-être à vous toutes et tous, praticiens hospitaliers titulaires ou contractuels comme hospitalo-universitaires, est notre priorité pour que votre qualité de vie et celle de vos familles ne se résument pas à des indicateurs abscons tels la QVT ou le taux d'absentéisme. Vous aurez bien compris que nous prônons un syndicalisme actif au plus près de vos besoins. APH est et sera force de proposition pour une juste reconnaissance des praticiens, et un financement de l'hôpital public à l'euro près pour l'ensemble de ses missions.

Dans les derniers numéros de votre revue APH, vous avez pu suivre les travaux sur l'entretien professionnel annuel que certains ont cherché à galvauder pour en faire un entretien d'évaluation. Il semblerait que nous ayons pu réunir une unanimité des praticiens autour d'une proposition collégiale dans l'intérêt de tous.

Le droit syndical ne s'use que si l'on s'en sert. Qui défend les praticiens hospitaliers et hospitalo-universitaires et l'hôpital public ? Action Praticiens Hôpital, avec vous dans votre exercice quotidien et l'engagement que vous nous témoignez en adhérant à nos différents syndicats qui composent APH !

Prenez soin de vous et des vôtres.

Jean-François Cibien, Président d'APH

**APH remercie GPM et APPA
de leur soutien**

